

Les technologies numériques au service du progrès et de la démocratie. Restaurer la confiance à l'aide du numérique

Respectable Loge, Fraternité, Orient de Toulouse, Région 17

Mots-clefs : Défiance, Vérité, Big data, Démocratie, Numérique

La crise alimente la défiance

Face à la complexité du monde, il est difficile de distinguer le vrai du faux. Les périodes de crise accentuent cette tendance, et renforcent un sentiment profond de méfiance. Les religions ont longtemps joué un rôle de guide en affirmant leur vérité. Avec les Lumières, nous sommes passés d'une société basée sur la croyance à une société fondée sur la connaissance, et sur la confiance. L'esprit critique et la liberté de conscience sont certes au coeur de la démocratie. Mais, alimenté par l'accroissement des inégalités et la désespérance sociale, se profile une défiance vis à vis du « système », du gouvernement, et des élites, qui remet en cause « *la structure fiduciaire qu'exige l'édifice de la civilisation* » (Paul Valéry). Sans confiance, aucune démocratie et particulièrement aucune démocratie représentative n'est possible. Les partis extrêmes et populistes prospèrent sur cette défiance, et remplacent le dialogue par l'invective. La mouvance conspirationniste, qui prétend révéler le sens caché des événements, se propage sur fond de « faits alternatifs » de « fake-news » et de « post-vérité ». Faute d'accord sur l'état de notre monde, le débat devient impossible, chacun s'enfermant dans sa propre vision de la réalité, confortée par la bulle communautariste des réseaux sociaux.

Face à cette perte de repères et d'idéal communs, il convient de fournir aux citoyens de nouveaux outils favorisant la connaissance et le débat démocratique, reposant sur une perception commune de la réalité.

État de l'art : produire et partager la connaissance de l'état du monde

Le philosophe Edgard Morin appelle à une refondation de la pensée politique prenant en compte la complexité du monde et ses interdépendances. "Ce qui est en cause [...] c'est à la fois notre idée de civilisation et notre idée de développement". Selon lui cette nouvelle politique de civilisation est inséparable de la science. Des initiatives existent pour la mise en place d'indicateurs de l'état de notre monde, comme le calcul de l'Indice de Développement Humain par le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement), ou la norme ISO RSE 26000 permettant la mesure de la responsabilité sociale et environnementale. Ou encore la tentative de Nicole NOTAT avec la société Vigeo qui évalue la responsabilité sociale des entreprises. Ces initiatives sont partielles, manquent de moyens, et parfois de transparence. Une nouvelle révolution industrielle est en cours fondée sur l'exploitation massive des données, appelée « Big Data ». L'affaire Cambridge Analytica a montré que les technologies numériques appliquées à l'analyse des données constituent un outil très puissant, qui peut servir à la manipulation des populations. La domination écrasante des fournisseurs américains privés, les GAFAM, fait peser un risque sur la souveraineté numérique de l'Europe. Afin de rattraper notre retard, un « cloud » souverain européen est en gestation, surnommé « Gaia-X ». Il dispose d'un budget de 2 milliards d'euros pour sa mise en place et des premiers appels à manifestation d'intérêt seront lancés d'ici à la fin 2020. Un projet coopératif international est possible. Pour preuve un grand projet scientifique en cours vise à établir la cartographie des étoiles de notre galaxie en analysant des pétaoctets de données d'observation à l'aide d'algorithmes élaborés en collaboration avec des grands centres de recherches et universités européennes spécialisés sur divers thématiques, c'est le projet européen Gaia. Nous pouvons nous en inspirer, les techniques du « big data » et le mode d'organisation sont transposables pour l'observation de notre propre planète dans ses différentes dimensions économiques, environnementales et sociales.

Propositions concrètes : les indicateurs de l'état du monde, et leur évolution

Nous faisons un pari, peut être utopique, celui de chercher à consolider le Centre de l'Union en dépassant les frontières nationales, et en imaginant une chambre parlementaire du futur, s'appuyant sur la science et les technologies big data, qui aura la charge de piloter ce projet géopolitique. Cet organisme nouveau serait constitué pour partie de personnes - philosophe, scientifique, expert en Intelligence Artificielle - indépendantes et animées des meilleures intentions pour l'ensemble de l'humanité. Ces personnes s'appuieraient sur une base de connaissance reflétant l'état de notre monde dans tous les domaines (social, économique, environnemental), et de technologies numériques d'analyse de données. Cette instance serait donc un laboratoire et un lieu d'échange et de collaboration entre l'Homme et la machine. L'ensemble serait constitué de manière décentralisée et participative, sur le modèle de la coopération scientifique. Précisons que notre proposition ne consiste nullement à créer une énième agence administrative (il en existe déjà près de 1200 en France) produisant des rapports qui resteront lettre morte, mais d'envisager la mise en place de façon progressive et incrémentale d'un nouvel écosystème incluant la formation, la recherche publique, le développement technologique et l'industrie, et reposant sur trois piliers : une chambre parlementaire, la puissance du numérique, et le débat démocratique.

Dans un premier temps il faudra définir puis constituer l'immense jeu de données nécessaires, à partir desquelles établir les indicateurs du bien-être de l'humanité, en s'inspirant de ce qui existe déjà : indice de précarité énergétique et alimentaire, Indice de Développement Humain, préservation des ressources naturelles et paramètres de la mutation écologique... Leur définition s'accompagnera de débats démocratiques permettant une réflexion sur le monde dans lequel nous voulons vivre. Cette première étape, s'appuyant sur les données, vise à élaborer les outils de mesure de l'œuvre accomplie afin d'en vérifier la rectitude. Il sera ainsi possible de publier un palmarès mondial mettant en valeur les pays les plus vertueux au regard de ces indicateurs, avec un effet d'émulation et de prescription (voir l'effet du classement de Shanghai sur le système éducatif supérieur). En s'appliquant aux entreprises, responsables en grande partie de l'exploitation effrénée des ressources, certains indicateurs pourraient aussi servir à leur fixer de nouvelles normes au service du bien commun, avant de leur permettre de d'accéder aux marchés publics. Loin d'être purement technique, cette étape vise donc à établir et prioriser des principes éthiques résultants d'une réflexion politique, et les traduire en indicateurs mesurables, thématiques et composites.

Dans un second temps, le nouveau parlement pourra être sollicité sur divers sujets mettant en jeu le bien-être humain et de la planète afin d'élaborer des propositions, par exemple pour les mesures à prendre face à une épidémie, ou la mise en place d'un revenu universel. Plusieurs propositions seront faites sur chaque sujet, qui seront ensuite choisies par les citoyens, en respectant l'éventail des sensibilités politiques, mais aussi d'éventuelles particularités locales. Pour chacune des options seraient exposés les avantages espérés et les inconvénients attendus, à l'aide d'algorithmes de prédiction de l'évolution des indicateurs de progrès définis précédemment.

Un suivi sur le long terme des résultats obtenus permettra de valider le mécanisme de prédiction et de l'améliorer au fur et à mesure. La transparence permettra de restaurer la confiance.

Nous sommes conscients que cette proposition ne résoudra pas tout, et devra faire face à de nombreux obstacles, et des craintes légitimes : la crainte de la perte de contrôle de l'humain face à la machine, et de ce qui fait sa richesse. Le risque du creusement d'un fossé entre les experts capables de comprendre les enjeux et fonctionnement de ce système et le reste de la population, le risque de créer une structure administrative et bureaucratique supplémentaire. Et quelles règles permettront de garantir le bon fonctionnement de cette institution et comment en nommer les membres ? Aucun de ces aspects ne devra être ignoré, dans un esprit humaniste, plaçant l'humain au centre en laissant sa place à l'intuition et l'imagination. Gardons-nous de passer du gouvernement par les Lois à la gouvernance par les nombres, ou de tomber dans la dystopie du « règne de la quantité » et du scientisme. Il s'agit au contraire de mettre ces nouveaux outils au service du bien commun.

La mise en place de cette institution se ferait graduellement, en impliquant en permanence les citoyens, et en commençant par exemple par quelques pays européens tentés par l'expérience. De manière scientifique et transparente, les résultats obtenus (évolution des indicateurs) seront comparés aux prévisions afin d'améliorer le modèle. L'adhésion se fera de façon volontaire à travers des consultations démocratiques, qui seront autant d'occasions de faire de la pédagogie, d'exposer les enjeux et de susciter des débats. Ces consultations pourront se dérouler en amont dans le choix des projets à étudier, puis en aval dans le choix des propositions à mettre en œuvre.

L'institution mettra à disposition de manière transparente ses données, ses algorithmes et une partie de ses ressources de calculs. Des applications permettront à chaque citoyen d'accéder aux indicateurs de mesures, aux prévisions et aux résultats obtenus : pour chaque proposition, affichage de l'indicateur composite de plus haut niveau, et accès aux indicateurs de plus en plus détaillés. Des bourses d'études et de recherche, ainsi que des partenariats avec le système éducatif pourront également être mis en place.

Cette nouvelle institution, collaborative à l'instar de Wikipédia et fondée sur la constitution d'une base de connaissance reflétant le réel, sera ainsi un levier permettant de stimuler la recherche, développer la coopération, organiser le débat démocratique, construire une vision du progrès et participer à sa mise en œuvre. Son utilisation se fera dans la transparence, accessible à tous, et permettra la mesure des indicateurs de progrès et de leur évolution.